



Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



L'édition 2025 du « Mois d'octobre, mois du consommateur local », a été lancée P.4



L'OTR organise une vente de 44 conteneurs de diverses marchandises P.2

EXPORTATIONS
Au Cameroun, le cacao dame le pion au pétrole et impulse la baisse du déficit commercial à fin mars 2025 P.6

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES, HORS PÉTROLE, EXPORTÉES PAR LES PAYS DE L'UEMOA

Baisse de 1,2% de l'indice au cours du deuxième trimestre 2025

Page 3

Le 17 septembre dernier, le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Jean-Claude Kassi BROU, a présidé la troisième réunion ordinaire au titre de l'année 2025, du Comité de Politique Monétaire

(CPM) de la Banque Centrale. Selon le rapport du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, récemment rendu public, il en ressort que l'indice des prix des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA, s'est replié, en rythme

trimestriel, de 1,2% au cours du deuxième trimestre 2025, après une hausse de 8,9% un trimestre plus tôt. D'après la banque centrale, cette contraction est essentiellement attribuable à la baisse des cours des produits agricoles, notamment le caoutchouc (-21,6%), l'huile...



TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX

INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*

8866
Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Enchères publiques

L'OTR organise une vente de 44 conteneurs de diverses marchandises



AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE

N° 016/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N° 2742/2025 du 22 septembre 2025, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de quarante-quatre (44) conteneurs de diverses marchandises.

La vente aura lieu le mercredi 08 octobre 2025 à partir de 09 heures 30 minutes et jours suivants à la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port.

Conditions de participation à la vente

1. La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
2. La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de vingt-cinq mille (25.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la section du contentieux de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port ;
3. Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
4. Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser au cabinet d'Etude de Me P. Yves BINI, Commissaire-Preneur, sis à Bè Klikamé, en face du Lycée, Tél : 90 11 58 58.

Fait à Lomé le 26 septembre 2025

Philippe Kokou B. TCHODIE

Le Commissaire Général p.i

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Décentralisation

La commune de Blitta 3 dresse le bilan de six ans de réalisations lors de sa 2e session extraordinaire

Le mardi 30 septembre, le conseil municipal de la commune de Blitta 3 a tenu sa deuxième session extraordinaire de l'exercice budgétaire 2025 à M'poti, le chef-lieu de la commune. Cette rencontre tant attendue a permis de présenter un bilan détaillé des six premières années de mandature (2019-2025), marquées par de nombreuses réalisations dans divers domaines clés pour le développement de la commune.

Anissatou AFFO

Au cours de la session, un rapport exhaustif a été exposé au public, mettant en lumière les projets réalisés, ceux en cours et la collaboration avec l'État central ainsi que les partenaires. Les domaines concernés comprennent les infrastructures marchandes, l'eau, l'assainissement, l'environnement, l'éducation, l'énergie, la santé et le social. Ce bilan témoigne non seulement de l'engagement des autorités locales, mais également de la volonté de répondre aux besoins essentiels des populations.

Parmi les projets phares réalisés, on note la construction de quatre kiosques de boutique à Tadjan, ainsi qu'une structure d'adduction d'eau à Atchintse. Des forages photovoltaïques ont vu le jour à Welly, M'poti, Yégué, Dikpélou et Diguengué, enrichissant ainsi les ressources en eau dans ces localités. D'autres réalisations incluent une mini-adduction d'eau pour le centre communautaire de M'poti, deux blocs de latrines à trois cabines dans les marchés de M'poti et Tchifama, mais aussi le reboisement de 5 hectares de teck indien à M'poti et la fabrication de 870 tables-bancs pour améliorer les conditions d'apprentissage des écoliers.

Le rapport souligne également la réhabilitation de l'éclairage public dans les localités d'Assoukoko, Pagala-village et Tadjan, la construction d'un bâtiment pour la maternité de l'USP Pagala-village, ainsi que le profilage de 7 km de voie à M'poti-Koui. En outre, un effort particulier a été fait pour soutenir les femmes à travers l'octroi de crédits bancaires de 25 000 FCFA à 240 d'entre elles à Tchifama, M'poti et Katchenké, avec un taux d'intérêt très accessible de

1,67 %.

Ces projets d'envergure ont été rendus possibles grâce au Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) et aux fonds propres de la mairie, totalisant un investissement de 207 008 984 F CFA. Pour l'exercice 2025, le conseil municipal envisage la mise en œuvre de nouveaux projets pour un coût estimé à 167 629 458 FCFA, démontrant ainsi son engagement continu envers le progrès communal.

Le maire de Blitta 3, Kotokoli Koami, a salué le dévouement des conseillers municipaux et a remercié la population pour leur contribution active. Il a encouragé tous les acteurs à continuer de s'investir dans le développement de la commune, renforçant ainsi l'esprit de solidarité et d'engagement communautaire.

Le préfet de Blitta, Batossa Boukari, a également pris la parole pour féliciter les élus locaux : « Pour une première expérience, je ne peux que vous féliciter. Continuez ainsi », a-t-il déclaré, soulignant l'importance des efforts réalisés pour la faveur de la population.

La rencontre a également vu la participation des autorités administratives, des chefs traditionnels, ainsi que du trésorier préfectoral de Blitta, Tchiritéma Sibiti. La session s'est conclue par la remise officielle d'attestations de reconnaissance aux conseillers, témoignant de l'importance du travail collectif dans la réalisation des objectifs de développement communal.

Cette 2^e session extraordinaire a non seulement été l'occasion de faire le bilan, mais aussi de renforcer l'engagement de tous envers un avenir meilleur pour la commune de Blitta 3.

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Prix des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA

Baisse de 1,2% de l'indice au cours du deuxième trimestre 2025

Le 17 septembre dernier, le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Jean-Claude Kassi BROU, a présidé la troisième réunion ordinaire au titre de l'année 2025, du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale. Selon le rapport du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, récemment rendu public, il en ressort que l'indice des prix des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA, s'est replié, en rythme trimestriel, de 1,2% au cours du deuxième trimestre 2025, après une hausse de 8,9% un trimestre plus tôt.

Bernard AFAWOUBO

D'après la banque centrale, cette contraction est essentiellement attribuable à la baisse des cours des produits agricoles, notamment le caoutchouc (-21,6%), l'huile de palme (-14,3%), le café (-11,9%), le cacao (-10,5%) et le coton (-1,4%). En revanche, les cours du bois de grume (+38,9%), de l'or (+14,7%), du phosphate (+12,1%), du zinc (+9,7%) et de l'uranium (+2,7%) se sont renforcés sur la même période.

L'institution financière indique que la diminution des cours du caoutchouc est liée aux prévisions de hausse de l'offre dans les principaux pays producteurs de caoutchouc naturel d'Asie. En outre, les inquiétudes concernant la demande



persistent, les importations chinoises de caoutchouc naturel et synthétique ayant diminué de 11,4% en glissement mensuel en mai 2025.

A en croire le rapport, les cours du cacao sont en baisse en raison de l'amélioration des conditions météorologiques dans les principales régions productrices de la Côte d'Ivoire et du Ghana, qui a contribué à apaiser les

inquiétudes concernant l'approvisionnement des marchés.

En outre, l'utilisation accrue d'autres substituts notamment huiles végétales, blé, caroube, en raison des coûts élevés et de l'indisponibilité de la poudre de cacao, contribue à atténuer les pressions sur la demande de cacao.

« Le repli des prix du café est imputable à de

meilleures perspectives d'approvisionnement grâce à des conditions météorologiques adéquates au Brésil. Le repli des prix de l'huile de palme est attribuable à une augmentation de la production et des stocks, dans un contexte de consommation modérée de la Chine, principal acheteur. Le repli des cours du coton s'explique par des anticipations d'augmentation

de la production mondiale, portées notamment par la révision à la hausse des récoltes en Inde » souligne le rapport.

En revanche, les conflits au Moyen-Orient, les tensions commerciales persistantes entre les Etats-Unis et leurs partenaires, la faiblesse du dollar et les craintes croissantes liées à la soutenabilité de la dette américaine ont maintenu la tendance haussière de la demande d'or, avec pour effet la hausse des prix. La hausse des cours des phosphates est due à une offre mondiale restreinte, en raison de la suspension des exportations chinoises, et à une demande soutenue en Asie. Les prix de l'uranium ont progressé à la faveur des achats massifs annoncés par des fonds comme Sprott Physical Uranium Trust, qui est le plus grand fonds coté au monde dédié à la détention physique d'uranium. Ce mouvement haussier a été renforcé par les perspectives favorables de la demande, induites par les mesures de soutien au nucléaire aux Etats-Unis, ainsi que par les tensions sur l'offre, notamment au Niger et au Kazakhstan.

Forum Biashara Africa

Rendez-vous reporté à novembre à Lomé

(Togo First) - La troisième édition du Forum Biashara Africa, initialement prévue du 20 au 22 octobre 2025, se tiendra finalement du 3 au 5 novembre à Lomé. L'annonce du report a été faite par le secrétariat général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

L'événement réunira décideurs publics et opérateurs privés autour du commerce intra-africain et de la mise en œuvre de la ZLECAf. Précisément, cette édition mettra l'accent sur l'identification des opportunités

d'investissement et les solutions aux défis liés à l'accès aux marchés du continent.

Également au cours des échanges, des renseignements commerciaux, des données sur l'accès aux marchés et des orientations



réglementaires seront fournies aux entreprises.

Elles leur permettront de prendre des décisions stratégiques en matière d'entrée sur de nouveaux marchés et de disposer d'une expérience commerciale fluide et conforme aux règles de l'intégration continentale. Le choix de Lomé pour accueillir l'édition 2025 se justifie, selon le secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene, par l'implication du Togo dans la mise en œuvre du programme de libre-échange continental.

L'Information continue sur:
www.ecoetfinance.com



UEMOA

L'édition 2025 du « Mois d'octobre, mois du consommer local », a été lancée

L'édition 2025 du « Mois d'octobre, mois du consommer local », a été lancée, le mercredi 1er octobre 2025, au siège de la Présidence de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), au Burkina Faso. C'était lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence du Conseiller Technique, Seydou ILBOUDO, représentant le ministre de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat du Burkina Faso, du Vice-président de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA), Adama OUEDRAOGO, des Commissaires de l'UEMOA, Filiga Michel SAWADOGO, Jonas GBIAN, Paul Koffi KOFFI, Mamadou Serifo JAQUITE, Lassine BOUARE et de l'ambassadeur du Sénégal, Papa DIOP; des représentants des Missions Diplomatiques et Consulaires des Etats membres de l'UEMOA accréditées au Burkina Faso ainsi que le représentant du Ministre de l'Economie et des Finances étaient également présents.

Patience SALLAH

Le thème retenu pour cette sixième édition s'intitule « Consommer local, facteur de développement des chaînes de valeur régionales compétitives de l'UEMOA ». Selon Abdoulaye Diop, Président de la Commission de l'UEMOA, il ne s'agit plus seulement « de promouvoir nos produits locaux, mais de comprendre

comment leur consommation peut devenir le moteur d'une transformation économique profonde et durable de notre union. »

« Cette vision s'aligne parfaitement avec les orientations du Plan stratégique de la commission de l'UEMOA sur la période 2025-2030, IMPACT 2030 » a-t-il indiqué.

« L'initiative, Mois d'octobre, mois du consommer local



converge avec l'orientation politique du Burkina Faso qui entend renforcer la transformation structurelle de son économie en actionnant, entre autres leviers, le développement des petites et moyennes industries manufacturières, basée sur la transformation des produits locaux et la diversification des exportations » a souligné Seydou ILBOUDO,

représentant du ministre de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat du Burkina Faso.

« Le Burkina Faso s'engage et soutiendra toute initiative de construction d'une économie régionale solide, bâtie sur les ressources de la région, sur le génie créateur de ses entrepreneurs et mobilisant les jeunes et les femmes qui constituent des acteurs

déterminants de l'avenir de notre espace économique » a-t-il rassuré.

« C'est en choisissant de consommer local que nous soutiendrons nos producteurs, encouragerons l'innovation de nos entrepreneurs et renforcerons notre souveraineté économique face aux incertitudes mondiales » a déclaré Adama OUEDRAOGO, vice-président de la CCR-UEMOA.

Le marché régional, fort de plus de plus de 149 millions de consommateurs, constitue un atout majeur. « Consommer local aujourd'hui, c'est investir dans l'emploi de demain », a-t-il conclu.

Plusieurs activités seront organisées tout au long de ce mois d'octobre dans les Etats membres de l'UEMOA, pour sensibiliser les populations sur l'importance de consommer les produits issus de l'espace communautaire.

Pesticides au Togo

Un tiers des fruits et légumes contaminés, une inquiétude pour la santé publique et l'économie agricole

Une étude récente a révélé des résultats alarmants concernant la présence de résidus de pesticides dans les fruits et légumes vendus au Togo. Près d'un tiers des échantillons analysés dépassent les normes internationales, certains contenant même des substances entièrement interdites. Cette situation soulève des préoccupations majeures tant pour la santé publique que pour la compétitivité de l'agriculture togolaise sur les marchés internationaux.

Anissatou AFFO

Les résultats de l'étude ont été présentés lors d'un atelier de validation à Lomé, organisé par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) en collaboration avec le ministère de l'Environnement. Cet événement a rassemblé des experts, des représentants d'institutions nationales et des acteurs du secteur agricole dans le but de discuter des enjeux cruciaux liés à l'utilisation des pesticides au Togo.

L'enquête, qui portait sur des échantillons provenant des cinq régions du pays, met

en évidence une utilisation inappropriée des intrants agricoles. Le professeur Abdoulatif Diallo, consultant pour le projet, a déclaré : « Nous ne sommes pas les plus gros utilisateurs de pesticides [en Afrique, ndlr], mais nous les utilisons très mal. Plusieurs produits interdits se retrouvent dans les résidus ». Les implications de cette étude vont bien au-delà de la santé publique. Pour les producteurs togolais, les résultats révèlent un défi majeur, en particulier pour les exportations agricoles. Le non-respect des normes phytosanitaires internationales pourrait conduire à des restrictions commerciales, affectant des

filiales stratégiques telles que le café, le cacao, le coton, et les cultures maraîchères. Si ces produits ne répondent pas aux normes requises, ils risquent d'être exclus des marchés internationaux, compromettant ainsi les efforts de développement économique du pays.

Djiwa Oyétounde, représentant-pays de la FAO au Togo, a appelé à des mesures urgentes pour renforcer la traçabilité des produits, améliorer les capacités des producteurs et fournir plus de moyens aux laboratoires nationaux d'analyse.

Du côté des organisations paysannes, on plaide pour des pratiques agricoles durables.



La rotation des cultures, par exemple, est proposée comme une solution pour diminuer la dépendance aux pesticides. Les agriculteurs locaux estiment qu'une formation adéquate sur les pratiques agro-écologiques pourrait non seulement préserver la santé des consommateurs, mais également renforcer la crédibilité du « Made in Togo ».

Ce constat met en lumière

une nécessité croissante : celle de conjuguer production agricole et protection de la santé publique. Le chemin vers une agriculture durable et responsable au Togo est semé d'embûches, mais quant à sa mise en œuvre, l'engagement de tous les acteurs est essentiel pour garantir un avenir sain et prospère pour les générations à venir.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 1 octobre 2025

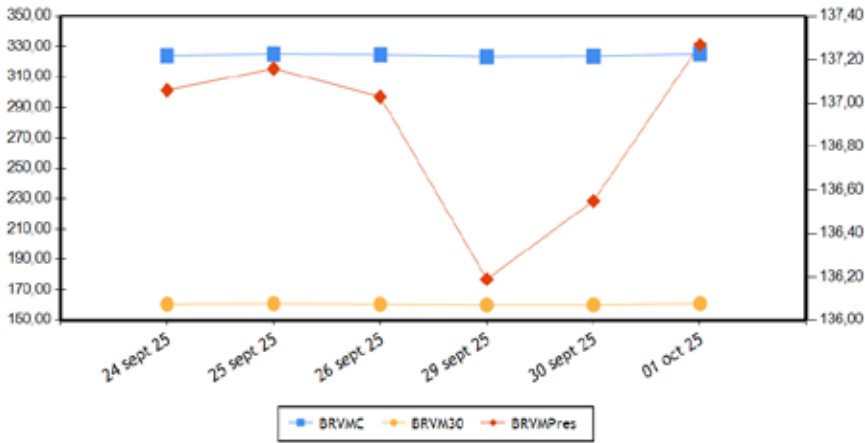
N° 185

BRVM COMPOSITE	325,21
Variation Jour	0,44 %
Variation annuelle	17,82 %

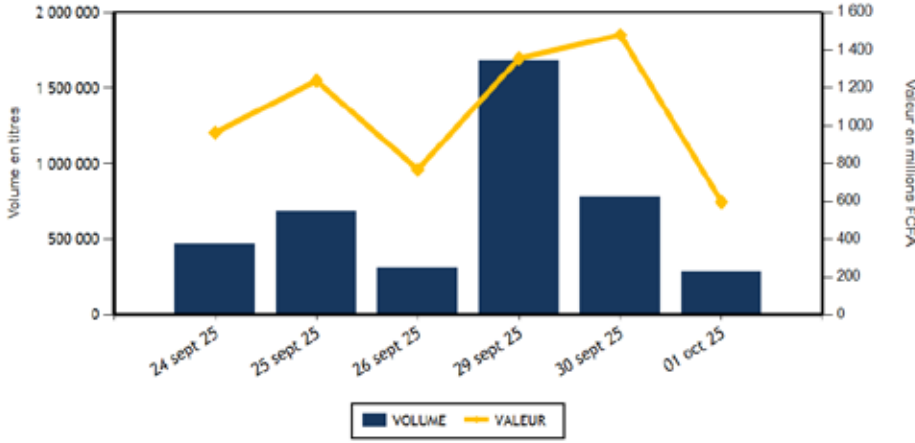
BRVM 30	161,13
Variation Jour	0,53 %
Variation annuelle	16,14 %

BRVM PRESTIGE	137,27
Variation Jour	0,53 %
Variation annuelle	19,53 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 538 591 445 806	0,44 %
Volume échangé (Actions & Droits)	280 971	-60,09 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	588 186 176	-37,87 %
Nombre de titres transigés	45	-2,17 %
Nombre de titres en hausse	17	-10,53 %
Nombre de titres en baisse	19	5,56 %
Nombre de titres inchangés	9	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 978 534 202 564	0,12 %
Volume échangé	974	-98,71 %
Valeur transigée (FCFA)	9 740 000	-98,18 %
Nombre de titres transigés	5	-58,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	5	-44,44 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 520	7,46 %	14,55 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 705	7,34 %	46,22 %
SAPH CI (SPHC)	7 850	5,94 %	89,61 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 140	3,17 %	90,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 235	2,92 %	40,34 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 175	-7,48 %	186,59 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 125	-3,43 %	45,16 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	660	-2,94 %	-12,00 %
SETAO CI (STAC)	1 030	-1,90 %	128,89 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 465	-1,68 %	9,33 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	137,27	0,53 %	19,53 %	11 529	105 301 055	10,36
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	193,83	0,22 %	40,34 %	269 442	482 885 121	13,53

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	207,68	0,29 %	76,96 %	72 180	140 159 160	9,71
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	732,25	0,66 %	-4,15 %	5 680	50 782 835	10,08
BRVM - FINANCES	16	135,92	0,00 %	33,58 %	166 573	306 750 986	8,74
BRVM - TRANSPORT	1	358,59	-1,68 %	9,13 %	7 007	10 260 710	3,79
BRVM - AGRICULTURE	5	360,73	1,88 %	83,05 %	11 442	41 013 790	11,62
BRVM - DISTRIBUTION	7	429,88	1,75 %	28,22 %	11 225	18 141 970	54,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	566,83	-0,87 %	-12,72 %	6 864	21 076 725	8,69

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	95,56	0,68 %	-4,44 %	4 138	46 636 935	9,97
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	136,28	1,53 %	36,28 %	42 980	64 122 470	74,38
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	133,58	0,00 %	33,58 %	166 573	306 750 986	8,74
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	187,07	0,81 %	87,07 %	12 686	64 204 825	10,72
BRVM - INDUSTRIELS	6	122,54	0,72 %	22,54 %	45 203	88 030 495	4,80
BRVM - ENERGIE	4	107,73	0,41 %	7,73 %	7 849	14 294 565	13,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	104,29	-0,10 %	4,29 %	1 542	4 145 900	9,09

Exportations

Au Cameroun, le cacao dame le pion au pétrole et impulse la baisse du déficit commercial à fin mars 2025

(Investir au Cameroun) - Au cours du premier trimestre 2025, le Cameroun a engrangé des recettes d'exportation d'un montant total de 1118 milliards de FCFA. Ce chiffre est en hausse de 35,3% en glissement annuel, comparé aux 826 milliards de FCFA encaissés sur la même période en 2024. Selon l'Institut national de la statistique (INS), qui révèle ce chiffre dans son rapport sur le commerce extérieur du Cameroun au cours de la période, c'est la première fois que la barre de 1000 milliards de FCFA de recettes d'exportation est franchie par le pays au cours d'un seul trimestre, depuis des années.

L'accroissement de ces recettes est portée par les ventes de fèves de cacao brutes, qui ont permis au Cameroun d'encaisser 500,3 milliards de FCFA de revenus sur la période, représentant 44,8% des recettes globales, souligne le rapport de l'INS. Sur la base des données publiées par le statisticien public, le cacao, qui bénéficie d'une embellie des cours sur le marché international depuis l'année 2023, dame pour une fois le pion aux hydrocarbures - pétrole brut et gaz naturel liquéfié - qui sont traditionnellement les principaux pourvoyeurs de recettes d'exportation au Cameroun.

En effet, entre janvier et mars 2025, les exportations de pétrole brut n'ont rapporté que 212 milliards de FCFA de recettes au Cameroun, correspondant à 19% de la valeur globale des revenus captés par le pays sur ses ventes sur le marché international. Le gaz naturel liquéfié, lui, affiche des ventes à l'international de 122 milliards de FCFA sur la période, soit 10,9% des recettes d'exportation totales engrangées par le pays.

Un déficit commercial réduit de 88%

La bonne tenue des exportations camerounaises à fin mars 2025, qui est

fortement liée aux prix attractifs du cacao sur le marché mondial, a permis « d'amortir suffisamment l'évolution des dépenses d'importations de 4,7% - soit 1150 milliards de FCFA, en augmentation de 51,3 milliards de FCFA en glissement annuel, NDLR », souligne l'INS. Résultat des courses, le Cameroun affiche une réduction remarquable de son déficit commercial au cours des trois premiers mois de l'année 2025.

« Au premier trimestre 2025, le déficit de la balance commerciale s'allège significativement de 240,3 milliards de FCFA par rapport au premier trimestre 2024 et se chiffre à 32,7 milliards



de FCFA, soit une baisse de 88%. Cette embellie résulte d'une forte progression des recettes d'exportation de 35,3%, qui permettent d'amortir suffisamment l'évolution des dépenses d'importation », informe l'organisme en charge de l'élaboration de la statistique officielle au Cameroun.

Au demeurant, les analystes de l'INS soutiennent que l'évolution positive des échanges commerciaux entre le Cameroun et les autres pays, telle qu'enregistrée au premier trimestre 2025, est davantage conjoncturelle - des

cours mondiaux favorables - que structurelle. En d'autres termes, cette dynamique ne traduit pas une offensive des producteurs locaux vers le marché international, en dépit de la politique d'import-substitution implémentée depuis quelques années par le gouvernement. En effet, souligne le rapport de l'INS, « le volume des marchandises objet de ces recettes d'exportation est relativement stable, ce qui conduit à lier, à priori, la hausse des recettes à un effet prix ».

Côte d'Ivoire

Le prix du cacao fixé à 2 800 FCFA le kilo pour la campagne 2025-2026, un record

La Côte d'Ivoire ouvre sa nouvelle campagne cacaoyère sous le signe d'une envolée sans précédent. Le prix bord-champ garanti aux producteurs est fixé à 2 800 FCFA le kilo pour la campagne principale 2025-2026, un niveau inédit qui reflète à la fois la tension des marchés mondiaux et la volonté des autorités d'accroître les revenus paysans.

En deux ans, le prix minimum garanti a connu une hausse significative de 67%, passant de 1 500 FCFA en 2023-2024 à 1 800 FCFA en 2024-2025, puis 2 200 FCFA lors de la campagne intermédiaire d'avril à septembre 2025. Le seuil de 2 800 FCFA annoncé ce 1er octobre marque une nouvelle étape.

Cette hausse s'explique par la combinaison de ventes anticipées favorables

et d'une offre mondiale contrainte. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial avec environ 40% de l'offre globale, fait face à une baisse estimée de 25% de sa récolte sur la période 2024-2025, sous l'effet du phénomène climatique El Niño et de la propagation du virus du swollen shoot.

La filière cacao reste la colonne vertébrale de l'économie nationale. Elle représente près de 15 à 20%



du PIB et assure un revenu direct ou indirect à environ 6 millions d'Ivoiriens. Les exportations de fèves et de produits transformés constituent environ 80% des recettes d'exportation du pays.

En allouant 60 à 68% du prix CAF (Coût, Assurance et Fret) international aux producteurs, le gouvernement ivoirien cherche à garantir une redistribution plus équitable des revenus de la filière. L'annonce vise également à

contenir la contrebande vers le Ghana voisin, où les prix officiels atteignent environ 5 dollars le kilo.

Sur les marchés mondiaux, les cours du cacao ont fortement fluctué en 2025. Après avoir atteint des sommets au premier trimestre, les contrats à terme négociés sur la bourse ICE (Intercontinental Exchange) ont reculé de 25% en mars, illustrant la volatilité d'un marché tiraillé entre demande soutenue et offre limitée.

Saikafinance.com

Transition Juste

JVE mobilise les acteurs pour une filière textile plus écologique et durable au Togo

(Société Civile Médias) – Bien qu'il occupe une place importante dans l'économie togolaise et porte en lui un potentiel de croissance considérable, le secteur textile demeure confronté à d'importants enjeux environnementaux et sociaux. Consciente de ces défis, l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) entend y apporter sa contribution.

C'est dans cette optique, et dans le cadre de son engagement en faveur d'une Transition juste, que JVE a organisé, le lundi 22 septembre 2025 à Lomé, une rencontre d'échanges multi-acteurs dédiée à la gestion durable du secteur textile au Togo.

Le secteur textile, un levier économique aux impacts environnementaux majeurs

Selon l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE), la filière textile, bien qu'elle représente un secteur porteur d'opportunités économiques, est également à l'origine de nombreux défis environnementaux et sociaux au Togo comme dans le reste de l'Afrique de l'Ouest.

Plusieurs facteurs contribuent à cette situation : les exigences croissantes du marché mondial, la montée en puissance des concurrents asiatiques, la faible production locale, la prolifération des friperies importées, la dégradation des sols, la perte de biodiversité, ainsi que l'émergence de nouvelles industries textiles, notamment dans le recyclage et l'upcycling.

Mais au-delà de ces dynamiques économiques, la région est aujourd'hui confrontée à un phénomène encore plus préoccupant : les impacts dévastateurs de la fast fashion et l'afflux massif de textiles usagés, principalement en provenance des pays du

Nord. Ces flux transforment progressivement l'Afrique de l'Ouest en véritable décharge à ciel ouvert, avec des répercussions alarmantes sur la santé publique et l'environnement. Le Togo, à l'instar de ses voisins, n'échappe pas à cette réalité. Depuis plusieurs années, JVE s'engage sur les enjeux liés au secteur textile et à ses impacts connexes, tant sur le plan environnemental que social. L'organisation mène des actions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur d'une consommation responsable et durable, tout en soutenant des initiatives locales de gestion des déchets textiles et en accompagnant des entreprises de tissage traditionnel. Elle explore également le potentiel de valorisation du coton dans la production de bioénergie, s'inscrivant ainsi dans une logique d'économie circulaire.

Par ailleurs, JVE participe activement à des études d'impact environnemental et assure un suivi citoyen des investissements réalisés dans le secteur, en vue de garantir la transparence et la prise en compte des préoccupations locales. Sur le plan social, elle milite contre la prolifération des dépotoirs sauvages et plaide pour une gestion plus rigoureuse des invendus de la friperie, dont les conséquences sur l'environnement et les circuits économiques locaux sont préoccupantes.

« Le textile peut être un moteur de création d'emplois décents pour des milliers de jeunes au Togo. Mais



il doit aussi contribuer au respect des engagements internationaux du pays, qu'il s'agisse de la Convention de Stockholm sur les pesticides, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales, ou encore de la Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail », explique Yaovi Andele, chargé de suivi-évaluation à l'ONG JVE.

Réfléchir à une gestion durable du secteur textile

La question de la gestion durable de la filière textile figure parmi les priorités de l'ONG JVE, notamment dans le cadre de son engagement en faveur de la Transition Juste. C'est dans cette dynamique que l'organisation a programmé une série de cinq rencontres thématiques portant respectivement sur l'alimentation, le textile, les mines, l'énergie et l'emploi. La deuxième étape de ce cycle, consacrée au textile, s'est tenu au siège de la Haute Autorité pour la Qualité et l'Environnement (HAUQE) le lundi 22 septembre 2025. Cette rencontre a réuni divers acteurs issus des secteurs public et privé, de la société civile ainsi que du monde académique. L'objectif était de leur offrir un cadre de dialogue constructif, propice au partage d'expériences, à l'identification des obstacles majeurs et à la co-

construction de pistes de solutions pour l'émergence d'une filière textile durable, créatrice d'emplois décents et conforme aux engagements internationaux du Togo.

La rencontre a offert aux différents acteurs une tribune d'échange pour présenter leurs rôles respectifs, leurs initiatives et leurs expériences dans le domaine du textile. Elle a permis de mettre en lumière les défis communs auxquels est confrontée la filière au Togo, tout en faisant émerger des opportunités concrètes de collaboration, d'innovation et de valorisation à l'échelle nationale.

L'atelier a aussi contribué à renforcer la compréhension des participants quant au rôle essentiel des agences de normalisation, des organismes de contrôle de qualité ainsi que des institutions publiques impliquées dans la régulation du secteur.

« Il faut sensibiliser les acteurs pour qu'ils comprennent l'importance de mieux gérer ses déchets solides. Il faut aussi les former parce que parfois c'est la méconnaissance de la méthode de gestion de ces déchets qui pose problème. Et au-delà de cet aspect, il est important de créer des synergies pour que les acteurs qui se penchent sur le sujet puissent voir et émettre ensemble des plans d'action qui permettront d'agir efficacement. Il faut aussi voir dans quelle mesure développer la chaîne de

recyclage qui permettra de trouver un devenir meilleur aux déchets issus du textile », estime Dr. Essot'na Héyou Bodjona, Directeur général de l'Agence togolaise de normalisation, également présent.

La rencontre a aussi permis de recueillir des propositions concrètes, destinées à alimenter le processus national de consultation sur la Transition Juste, en vue d'une transformation inclusive et durable de la filière textile.

En définitive, l'atelier a permis de mieux appréhender les réalités actuelles du secteur textile et d'identifier les actions à engager pour apporter des réponses concrètes aux défis majeurs, en particulier ceux d'ordre environnemental, auxquels la filière est confrontée.

Créée en 2001, JVE, il faut le rappeler, œuvre pour la justice environnementale et sociale à travers des actions de plaidoyer, d'éducation, de mobilisation communautaire et de suivi citoyen.

La HAUQE est une institution publique du Togo, chargée de la normalisation, du contrôle qualité et de la protection de l'environnement. Sa mission est de garantir que les produits, services et processus respectent les normes nationales et internationales, tout en contribuant à la santé des populations et à la durabilité écologique.

NOUVEAU TARIF
Format 33 cl

BIG BOSS
PILS



18

*Prix de vente détaillé conseillé • *Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.

M. L. E. H. A. N.

Vente consignée 33

LA MEILLEURE QUALITÉ AU JUSTE PRIX!

350
FCFA

BOUTEILLE

33 CL

